

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 juillet 2004
Français
Original: anglais

**Exposé succinct du Secrétaire général
sur les questions dont le Conseil de sécurité
est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen****Additif**

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi figure dans les documents S/2004/20 du 14 février 2004, S/2004/20/Add.4 du 5 mars 2004, S/2004/20/Add.12 du 7 mai 2004, S/2004/20/Add.15 du 28 mai 2004, S/2004/20/Add.16 du 4 juin 2004, S/2004/20/Add.20 du 2 juillet 2004, S/2004/20/Add.21 du 9 juillet 2004 et S/2004/20/Add.23 du 23 juillet 2004.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 19 juin 2004, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

Protection des civils en période de conflit armé (voir S/1999/25/Add.5, 7 et 36; S/2000/40/Add.15; S/2001/15/Add.17 et 47; S/2002/30/Add.10, 49 et 50; et S/2003/40/Add.24, 49 et 50)

Le Conseil a repris l'examen de la question à sa 4990^e séance, le 14 juin 2004, comme il en était convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la protection des civils en période de conflit armé (S/2004/431). La séance a été suspendue et reprise une fois.

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité les représentants des pays suivants, à leur demande, à participer au débat sans droit de vote : Afrique du Sud, Argentine, Canada, Colombie, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, Fidji, Irlande, Japon, Liechtenstein, Malaisie, Mexique, Myanmar, Népal, Norvège, Ouganda, République arabe syrienne, Suisse et Ukraine.

Comme convenu lors de consultations préalables, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité, en vertu de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, Jan Egeland, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence.



La situation au Libéria (voir S/22110/Add.3 et Corr.1; S/23370/Add.18 et 46; S/25070/Add.12, 23, 32 et 38; S/1994/20/Add.15, 20, 27, 36 et 41; S/1995/40/Add.1, 14, 25, 36 et 44; S/1996/15/Add.3, 4, 14, 18, 21, 34 et 47; S/1997/40/Add.12, 25 et 30; S/2001/15/Add.10 et 45; S/2002/30/Add.8, 18 et 49; S/2003/40/Add.4, 18, 30, 34, 37 et 51 et S/2004/20/Add.10 et 22; voir également S/2001/15/Add.7 et 10; et S/2003/40/Add.4, 11 et 37)

Le Conseil a repris l'examen de la question à sa 4991^e séance, le 17 juin 2004, comme il en était convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général établi conformément à la résolution 1521 (2003) du Conseil de sécurité concernant le Libéria (S/2004/428) et d'une lettre datée du 1^{er} juin 2004, adressée au Président du Conseil par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1521 (2003) du Conseil de sécurité concernant le Libéria (S/2004/396).

Le Président a appelé l'attention des membres du Conseil sur un projet de résolution (S/2004/495), qui avait été élaboré au cours des consultations préalables tenues par le Conseil.

Le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution S/2004/495, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1549 (2004) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1549 (2004); à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2003-31 juillet 2004*).

La situation en Guinée-Bissau (voir S/1998/44/Add.44 et 51; S/1999/25/Add.13; S/2000/40/Add.12 et 47; S/2002/30/Add.27; et S/2003/40/Add.24, 39 et 46)

Le Conseil a repris l'examen de la question à sa 4992^e séance, le 18 juin 2004, comme il en était convenu lors de consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix dans le pays (S/2004/456).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Guinée-Bissau, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Le Président a indiqué qu'à l'issue de consultations préalables, il avait été autorisé à faire, au nom du Conseil, une déclaration dont il a donné lecture (pour le texte de la déclaration, voir le document S/PRST/2004/20; à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1^{er} août 2003-31 juillet 2004*).